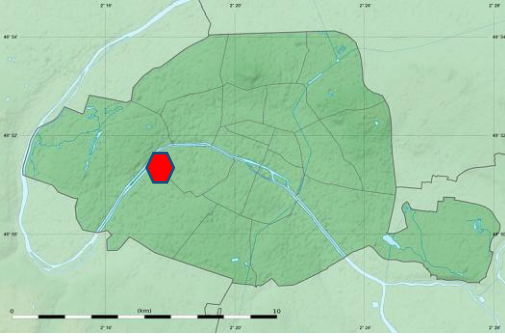


Le Vel d'Hiv : un lieu de mémoire du génocide des Juifs



Les 16 et 17 juillet 1942, plus de 13 000 Juifs sont arrêtés dans Paris et sa banlieue. 4 115 enfants, 2 916 femmes et 1 129 hommes sont parqués dans des conditions déplorables et pendant cinq jours dans le Vélodrome d'Hiver. Ces informations figurent sur la plaque apposée dans le Jardin du Souvenir situé à l'emplacement du vélodrome détruit en 1959 (15^{ème} arrondissement).



D'autres sont internés à Drancy, Beaune-la-Rolande et Pithiviers. Ils sont ensuite déportés vers le camp d'Auschwitz. Moins d'une centaine d'adultes et aucun enfant ne reviendront. Seuls quelques uns, comme Joseph Weismann (qui s'échappe du camp de Beaune-la-Rolande avec un camarade) ou Annette Muller et son frère Michel (dont le père arrive à corrompre un policier du camp de Drancy, pour les en faire sortir), survivent à la rafle.



En 1994, un monument commémoratif est inauguré. Il représente des civils victimes de la rafle assis sur un sol incurvé représentant la piste du vélodrome. Chaque année, une cérémonie est organisée le dimanche suivant le 16 juillet. C'est devant cette sculpture que le Président de la République Jacques Chirac prononce le 16 juillet 1995 un discours historique reconnaissant officiellement la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des Juifs.

Début du discours prononcé en 1995 par Jacques Chirac

Il est, dans la vie d'une nation, des moments qui blessent la mémoire, et l'idée que l'on se fait de son pays. Ces moments, il est difficile de les évoquer, parce que l'on ne sait pas toujours trouver les mots justes pour rappeler l'horreur, pour dire le chagrin de celles et ceux qui ont vécu la tragédie. Celles et ceux qui sont marqués à jamais dans leur âme et dans leur chair par le souvenir de ces journées de larmes et de honte.

Il est difficile de les évoquer, aussi, parce que ces heures noires souillent à jamais notre histoire, et sont une injure à notre passé et à nos traditions. Oui, la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'État français.

Il y a cinquante-trois ans, le 16 juillet 1942, 450 policiers et gendarmes français, sous l'autorité de leurs chefs, répondaient aux exigences des nazis.

Ce jour-là, dans la capitale et en région parisienne, près de dix mille hommes, femmes et enfants juifs furent arrêtés à leur domicile, au petit matin, et rassemblés dans les commissariats de police. On verra des scènes atroces : les familles déchirées, les mères séparées de leurs enfants, les vieillards – dont certains, anciens combattants de la Grande Guerre, avaient versé leur sang pour la France – jetés sans ménagement dans les bus parisiens et les fourgons de la Préfecture de Police. On verra, aussi, des policiers fermer les yeux, permettant ainsi quelques évasions.



En 2010, le film *La Rafle* de Roselyne Bosch relate l'arrestation des Juifs.

A l'initiative de Serge Klarsfeld, un jardin mémorial des enfants du Vel d'Hiv est inauguré le 16 juillet 2017 par le Président de la République Emmanuel Macron. « Alors oui, je le redis ici, c'est bien la France qui organisa la rafle puis la déportation et donc, pour presque tous, la mort des 13 152 personnes de confession juive arrachées les 16 et 17 juillet à leur domicile. »

Mur des enfants déportés du Vel d'Hiv inauguré en 2017 dans le jardin mémorial



18 janvier 2018, Joseph Weissmann (né en 1931), enfant échappé du camp d'internement de Beaune-la-Rolande témoigne devant des élèves du lycée Dumont d'Urville de Caen.

